Interview de Maurice Schumann (24 janvier 1970)

Légende: Le 24 janvier 1970, de retour d'une visite à Londres, Maurice Schumann, ministre français des Affaires étrangères, est interrogé par des journalistes sur la question de l'adhésion du Royaume-Uni à la Communauté européenne.

Source: La politique étrangère de la France. Texte et documents. dir. de publ. Ministère des Affaires étrangères. 1e semestre 1970-Septembre 1970. Paris: La Documentation Française. "Interview de M. Schumann au micro de "France Inter" au retour de sa visite à Londres (24 janvier 1970)", p. 37-39.

Copyright: (c) La Documentation française

URL: http://www.cvce.eu/obj/interview_de_maurice_schumann_24_janvier_1970-fr-8f63789e-1101-4d11-8708-429901dceb15.html

Date de dernière mise à jour: 13/09/2013

Interview de M. Schumann au micro de « France-Inter » au retour de sa visite à Londres

24 janvier

Q. – *La dernière visite d'un ministre des affaires étrangères se situait il y a 3 ans dans une atmosphère, disons, plutôt froide. On en était à l'absence d'entente cordiale. Aujourd'hui, bien des choses ont changé. Il y a eu La Haye, il y a eu surtout une Angleterre qui évolue maintenant rapidement. Est-ce que l'on peut, Monsieur le Ministre, situer cette évolution. Est-ce qu'un tournant n'est pas en train de se produire dans les rapports franco-britanniques ?*

R. – Je ne peux pas dire que mon voyage ait changé l'atmosphère. Bien sûr, j'ai des liens traditionnels avec l'Angleterre. Je ne les renie pas, bien au contraire. J'ai été le camarade de combat des Britanniques en 1939, en 1944. Dans l'intervalle, j'ai été le porte-parole du général de Gaulle. Avec les Anglais j'ai d'excellentes relations et je me trouve naturellement amené à parler le même langage mais si mon voyage ici peut être considéré comme un élément positif, ce n'est pas à cause de moi, c'est tout simplement parce que le moment est venu où un ministre des affaires étrangères français, peut, avec son collègue anglais et avec le gouvernement britannique prendre un nouveau départ.

Q. – *Je crois que les Anglais attendaient cette ouverture. 1970, sera pour eux la chance, peut-être, à nouveau, des négociations avec l'Europe. Pensez-vous que l'Angleterre, enfin, va accoster au continent européen ?*

R. – Je pense que c'est en 1970 que doivent normalement s'engager les négociations. Il faudrait vraiment un événement malheureux et imprévisible pour que le calendrier fixé à La Haye ne fut pas respecté.

Q. – *On craint toujours un peu ici que des délais soient imposés sur certains points. On craint en particulier la période dite « transitoire », on a une certaine appréhension de l'opposition de la France.*

R. – Il n'y a aucune appréhension à avoir. Il faut une période transitoire et j'irai même plus loin, plus que je ne l'ai fait hier. On se montre net et précis sur les conditions à remplir pour entrer dans la Communauté, dans une Communauté, dans la Communauté, et non pas dans un système plus ou moins lâche de rapports contractuels vagues, comme les systèmes d'alliance traditionnels. Plus l'on se montre exigeant et précis sur les conditions à remplir, plus l'on doit admettre qu'une période d'adaptation, donc de transition, est nécessaire.

Q. – *Vous connaissez bien l'Angleterre. C'est un pays qui reste lié à son Commonwealth, aux liens spéciaux avec l'Amérique aussi. Ne voyez-vous pas là, à nouveau, pas une impossibilité, mais enfin un handicap ?*

R. – Je crois que vous touchez le fond de la question. L'évolution du monde qui amène le Président des Etats-Unis, pour des motifs très nombreux et notamment pour des motifs stratégiques, à dire que l'Europe doit avoir une politique de plus en plus indépendante, qui l'amène à dire que cette pensée a toujours été celle du général de Gaulle et qu'à ses yeux le général de Gaulle a raison, cette évolution, exprimée par le Président des Etats-Unis lui-même, constitue peut-être la raison la plus profonde du rapprochement qui aujourd'hui se dessine entre l'Angleterre et l'Europe, cette Europe qu'elle a, ne l'oublions pas, il faut le dire et le répéter, et nos amis anglais aiment l'entendre, cette Europe que l'Angleterre a sauvée il y a 30 ans.

Q. – *Dans cette nouvelle Europe élargie – vous avez vous-même rappelé l'Entente Cordiale – peut-on parler d'une sorte d'axe franco-britannique ?*

R. – Non. Il ne faut pas donner l'impression que la future Communauté Européenne sera dominée par un pays ou par deux pays. Vous vous rappelez tous les mécomptes auxquels avait donné lieu la prétendue prédominance franco-allemande sur la Communauté. Il n'y aura pas plus de prédominance franco-anglaise ou anglo-allemande sur la Communauté qu'il n'y a eu de prédominance franco-allemande. Je ne crois pas non plus qu'il faille considérer l'Angleterre comme une sorte d'élément d'équilibre. Certains disent – cela

prouve qu'ils n'ont pas l'esprit communautaire – que pour que l'Allemagne ne prenne pas trop d'importance à l'intérieur de la Communauté, il faut que l'Angleterre y entre. Des problèmes économiques comme ceux de la Communauté ne se traitent pas ainsi. Nous ne sommes pas sur le plan de l'équilibre des forces, sur le plan de l'équilibre européen tel qu'on le définissait classiquement et tel d'ailleurs qu'il a réservé, hélas, aux Européens, tant de déceptions. Non ce n'est pas comme ça que le problème se pose. Le problème est de savoir si l'Angleterre a acquis par rapport à l'Europe un sens de solidarité suffisant pour être prête à reconvertir afin d'entrer dans l'Europe un certain nombre de circuits traditionnels. Pour être précis, cela veut dire : l'Angleterre, à laquelle l'entrée dans l'Europe ouvrirait un marché industriel considérable est-elle prête à reconnaître que la contre partie de l'ouverture de ce marché, c'est tout simplement acheter en Europe une plus grande partie de son ravitaillement et, par conséquent, acheter hors d'Europe une moindre partie de son ravitaillement ? C'est ça le véritable problème. Je n'oserais vous dire qu'il est réglé ; je n'oserais vous dire que la mutation soit faite ; elle ne l'est évidemment pas, mais elle commence et un sentiment très net d'évolution et d'irréversibilité dans cette évolution est créé. C'est ce qui frappe le plus le visiteur qui connaît bien ce pays. Autre chose le frappe encore d'ailleurs – et ceci est important – c'est que le problème du Marché Commun a cessé d'être un problème litigieux, s'il l'a jamais été. Il y a des adversaires. Hier, lorsque nous sommes arrivés, vous et moi, au dîner au cours duquel M. Stewart et moi avons prononcé nos discours, il y avait des jeunes gens devant la porte qui brandissaient des pancartes hostiles au Marché Commun ; d'ailleurs, comme il convient à ce pays essentiellement démocratique, de la manière la plus courtoise et la plus pacifique. Mais les chefs des grands partis que j'ai vus sont absolument d'accord. Le parti libéral, qui est un petit parti, est très européen. J'ai eu encore une preuve de l'excellence des mœurs démocratiques de l'Angleterre. J'ai eu une conversation avec le chef de l'opposition, c'est la tradition, M. Heath, avec le ministre des affaires étrangères, de ce qu'on appelle le « Shadow cabinet », c'est-à-dire du ministère constitué par l'opposition pour relever un jour la majorité, Sir Alec Douglas-Home, et l'un et l'autre sont aussi favorables, aussi nettement favorables, à l'entrée de l'Angleterre dans le Marché Commun que le gouvernement, ce qui revient à dire que quelle que soit l'issue des élections prochaines, le problème se posera dans les mêmes termes.

Q. – *C'est donc pour vous une Angleterre qui bouge.*

R. – Très exactement.